



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination,
du pilotage, de l'appui territorial
et de l'environnement**

Arrêté n°2024-DCPATE-594

**autorisant le syndicat TRIVALIS à enfouir des boues de curage provenant de sa
plateforme de compostage de Givrand au sein de son installation de stockage de
déchets de Sainte-Flaive-des-Loups
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45, R122-2 et R.181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 février 2009 autorisant le syndicat TRIVALIS à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux sur la commune de Sainte-Flaive-des-Loups ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 juin 2012 modifiant la zone géographique d'apport des déchets ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 avril 2014 modifiant les conditions d'admission des déchets et la gestion des rejets d'eau ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 décembre 2015 relatif à l'optimisation des casiers de stockage ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2018 augmentant temporairement de 3 600 t/an la quantité de déchets admissibles ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 septembre 2021 relatif à la mise en place de moteurs de cogénération électrique ;

Vu la demande initiale du 1^{er} juin 2023 du syndicat TRIVALIS portant sur l'admission de boues de curage d'une lagune de sa plateforme de compostage de Givrand au sein de l'installation de stockage de déchets de Sainte-Flaive-des-Loups ;

Vu la demande complémentaire du 18 mars 2024 du syndicat TRIVALIS modifiant la technique de séchage des boues par un système de déshydratation par centrifugation mécanique ;

Vu les informations complémentaires transmis le 18 juin 2024 portant sur la caractérisation non-dangereuse des boues ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 14 août 2024 ;

Vu le courrier adressé à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

Considérant que la demande :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique en application du II de l'article R.122-2,
- n'est pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact ;
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

Considérant que la demande ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que cette opération d'enfouissement de boues sera limitée aux boues déshydratées issues du curage de la lagune des effluents de la plateforme de compostage de déchets verts de Givrand et à une quantité estimée à environ 1 000 tonnes ;

Considérant que cette demande nécessite une adaptation des conditions d'admission de déchets sur l'installation de stockage de Sainte-Flaive-des-Loups et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'est pas nécessaire ;

Considérant l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

ARRÊTE

Article 1. Condition d'admission de boues issues d'un curage ponctuel

Le syndicat TRIVALIS est autorisé à admettre de manière exceptionnelle sur son installation de stockage de déchets non dangereux de Sainte-Flaive-des-Loups les boues déshydratées issues du curage de la lagune des effluents de la plateforme de compostage qu'il exploite à Givrand. La quantité de boues admises dans l'installation à l'occasion de cette opération unique est estimée à 1 000 tonnes.

Article 1.1. Critères d'admission

En complément des critères fixés par l'arrêté préfectoral du 24 février 2009 et de ceux de l'arrêté ministériel du 15 février 2016, l'exploitant doit respecter les dispositions suivantes pour l'acceptation de ces boues :

- ces boues sont des déchets non dangereux conformément à l'article R.541-8 ;
- un certificat d'acceptation préalable est établi, et les tonnages reçus font l'objet de la traçabilité requise ;
- la siccité des boues doit être supérieure à 30 % en toutes circonstances ;
- le taux de matières organiques des boues peut excéder le seuil de 20 % imposé à l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral susvisé pour l'admission des refus de l'installation de tri mécano-biologique de déchets ménagers ;
- les boues sont enfouies sans pénaliser l'exploitation habituelle ;
- les boues ne sont enfouies que si une épaisseur minimale de déchets de 1,5 mètres au-dessus de la couche drainante est présente ;

Article 2. Dispositions administratives

Article 2.1. Délais et voies de recours

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Ile-Gloriette – CS 24111 – 44041 Nantes Cedex). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Cet arrêté peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Article 2.2. Publicité de l'arrêté

A la mairie de la commune de Sainte-Flaive-des-Loups :

- une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture, bureau de l'environnement.

Le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État en Vendée pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 2.3. Diffusion

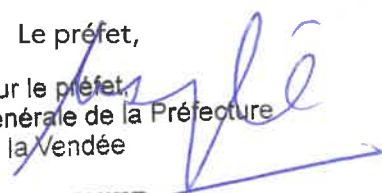
Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

Article 2.4. Pour application

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **20 NOV. 2024**

Le préfet,
Pour le préfet,
la secrétaire générale de la Préfecture
de la Vendée

Nadia SEGHIER